Le quartier populaire de Kotobuki à Yokohama.

Travailleurs immigrés, identité collective et solidarité internationale

Namioka Shintaro

Traducteur : Hélène Le Bail

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/leportique/3556>

DOI : 10.4000/leportique.3556

ISSN : 1777-5280

Éditeur

Association "Les Amis du Portique"

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2019

Pagination : 143-159

ISBN : 978-2-916332-40-6

ISSN : 1283-8594

Référence électronique

Namioka Shintaro, « Le quartier populaire de Kotobuki à Yokohama. », *Le Portique* [En ligne], 43-44 | 2019, document 10, mis en ligne le 10 février 2020, consulté le 26 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/leportique/3556> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/leportique.3556>

Ce document a été généré automatiquement le 26 mars 2021.

Tous droits réservés

Le quartier populaire de Kotobuki à Yokohama.

Travailleurs immigrés, identité collective et solidarité internationale

Namioka Shintaro

Traduction : Hélène Le Bail

- 1 Dans les années 1980, nombreux sont les étrangers venus travailler au Japon sans autorisation de résidence ou de travail. La valorisation du yen engendrée par les accords de Plaza en 1985 et la bulle économique expliquent l'augmentation de ces arrivées¹. À peine arrivés au Japon et en situation irrégulière, il leur est difficile de former des groupes ethniques d'entraide ou de revendication auprès de la société d'accueil. Beaucoup se retrouvent dans le secteur informel. Dans ce contexte, pour défendre les droits de ces travailleurs étrangers, apparaissent simultanément en 1987 des groupes de soutien, tels l'Asian Laborers Solidarity dans le département d'Aichi ou l'Asian People's Friendship Society à Tokyo².
- 2 *Kalabaw*³ (dont le nom officiel est « Groupe de solidarité avec les travailleurs étrangers de Kotobuki ») est né la même année au sein du quartier Kotobuki dans la ville de Yokohama (ville de 3,7 millions d'habitants) dans le département de Kanagawa, voisin de Tokyo. Parmi les groupes de soutien aux travailleurs étrangers, Kalabaw a revendiqué très tôt que tout travailleur, quelle que soit sa nationalité, avait le droit de travailler dans le respect des droits de l'homme⁴. Le cœur de ses activités tourne autour de permanences juridiques traitant des problèmes de salaires impayés, d'accidents du travail, de licenciements abusifs. Kalabaw s'est aussi engagé très tôt en faveur d'une réforme de la loi sur l'immigration qui permette des procédures d'amnistie et a contribué à la reconnaissance de la violation des droits des étrangers sans-papiers. En outre, Kalabaw a joué un rôle-clé dans la formation du réseau le plus important pour le soutien aux travailleurs étrangers : le *Solidarity Network with Migrants Workers in Japan*. Encore aujourd'hui, le principal responsable de Kalabaw⁵, le pasteur Watanabe Hidetoshi, est co-directeur de ce réseau.

Travailleurs étrangers et journaliers japonais, des problèmes spécifiques

- 3 Au fil des années, certains groupes de soutien aux travailleurs étrangers en situation irrégulière ont affirmé leur rôle, tel l'Asian Laborers Solidarity. Par contre, Kalabaw a plutôt connu un reflux quant à ses activités et sa reconnaissance dans le milieu. La spécificité de Kalabaw, par comparaison avec d'autres groupes de soutien, est d'être basé au sein du quartier à Kotobuki, connu pour avoir longtemps été un quartier de travailleurs journaliers (*yoseba*) dans la ville de Yokohama, et les membres fondateurs étaient déjà engagés dans d'autres groupes de soutien aux habitants de ce quartier. Cet ancrage territorial explique la spécificité de son approche. Mettant en regard les problèmes des travailleurs étrangers en situation irrégulière et ceux des travailleurs journaliers japonais, Kalabaw souhaite promouvoir « la solidarité internationale entre travailleurs japonais et étrangers »⁶, en s'inspirant de la théologie de la libération ainsi que du marxisme.
- 4 Toutefois, sur le terrain, il s'avère difficile pour les militants de traiter ensemble les problèmes des travailleurs étrangers en situation irrégulière et des journaliers japonais. En outre, la situation de Kotobuki a beaucoup évolué au cours des dernières années : le nombre d'étrangers a rapidement diminué à partir de la seconde moitié des années 1990, les journaliers japonais sont aussi moins nombreux et de plus en plus âgés, vivant souvent de l'aide sociale. Ces évolutions, de la problématique de l'exploitation des journaliers à celle de l'exclusion et de la protection sociale, ont mis à mal le sens donné par Kalabaw à son action : défendre les étrangers grâce à un argumentaire fondé sur la communauté de destin entre travailleurs étrangers et travailleurs journaliers japonais face au capitalisme.
- 5 Nous souhaitons dans cet article tenter d'analyser pourquoi l'activité de Kalabaw est restée basée dans ce quartier malgré le reflux de ses activités. Pour cela nous proposons une analyse de l'identité collective⁷ entendue comme le discours de mobilisation qui définit les directions prises par Kalabaw et comme le cadre de perception individuel de chaque membre⁸. Nous souhaitons observer au travers des évolutions de Kotobuki comment l'identité collective de Kalabaw est fondée sur la création d'un « contre-espace public » (*counterpublic sphere* pour reprendre l'expression de Nancy Fraser⁹) offrant à un « public faible » la possibilité de formuler sa propre interprétation de son identité, ses intérêts et ses besoins. Kalabaw n'a cessé de travailler à la production d'un contre-discours face au discours dominant sur les travailleurs en situation irrégulière (en particulier celui du Bureau d'immigration du ministère de la Justice).

Une identité collective basée sur la théologie de la libération et le marxisme

- 6 Le terme « *yoseba* » désigne en japonais un lieu en plein air où l'on procède à l'embauche des travailleurs journaliers. Les *yoseba* sont aussi devenus leur lieu de résidence et s'y trouvent des logements sommaires appelés « *doya* ». À Kotobuki¹⁰, comme dans les deux autres grands quartiers de *doya* (*doyagai*), Kamagasaki d'Osaka et Sanya de Tokyo, vivent des Japonais aux conditions de travail de plus en plus instables et difficiles, pour la plupart des hommes célibataires aux marges de la société, y compris des *oldcomers*¹¹. Des salles de jeu d'argent illégales y ont ouvertement leurs activités. Les agences d'intérim ont partie liée avec les *yakuza* et les problèmes d'impayés, d'accidents du travail cachés ou de licenciements abusifs sont courants. Ces

quartiers sont considérés comme des repères de criminels et sont évités par le reste de la population.

- 7 En contrepartie, ce sont aussi des quartiers où la police peut difficilement mener des contrôles. Les agents peuvent facilement accepter d'employer à la journée sans vérifier les pièces d'identité, les papiers de résidence. En outre, les gérants de *doya* ne les demandent pas non plus et comparés aux hôtels, les *doya* sont bon marché et les gérants n'exigent pas de pièce d'identité. Tout ceci explique pourquoi des travailleurs étrangers en situation irrégulière se sont rassemblés à une époque à Kotobuki, bien que ce phénomène n'ait surtout été visible qu'à Kotobuki¹². S'y trouve aussi un grand nombre d'associations de syndicats des journaliers, soutiens aux sans domicile fixe (selon la conjoncture, les travailleurs passent souvent du statut de journalier à celui de sans domicile fixe), d'alphabétisation, de permanences médicales, etc¹³.
- 8 En 1987, la population du quartier s'élevait environ à 6 000 personnes et le nombre d'étrangers tendait à augmenter depuis quelques années¹⁴. Selon les premières estimations de 1989, ils étaient 533 parmi les 6 158 habitants¹⁵. Kalabaw a été créé en 1987 suite à des demandes d'entretiens de la part de travailleurs philippins à l'occasion de *Etto toso* (activités pour soutenir des personnes en difficulté à survivre en hiver : permanences médicales, distribution de repas, etc) organisées chaque année à Kotobuki par les associations dont la principale est le syndicat des journaliers de Kotobuki.
- 9 À son lancement, Kalabaw a été soutenu par ce syndicat et par le Kotobuki Center de la United Church of Christ du Japon impliqués dans le soutien aux habitants de Kotobuki.
- 10 Parmi les membres fondateurs se trouvaient des syndicalistes, des chrétiens, des fonctionnaires de Yokohama (phénomène très rare) et des habitants de Kotobuki eux-mêmes journaliers intéressés par la question des travailleurs étrangers. La présidence fut donnée au pasteur Watanabe qui explique en ces termes son engagement : « Mon père était dans la police politique. J'ai été élevé dans l'idéologie de la domination coloniale. Par la suite, j'ai activement participé aux mouvements contre les discriminations envers les Coréens au Japon. Dans les années 1980, impressionné par l'intensité des mouvements démocratiques aux Philippines, j'y ai fait un séjour et, à mon retour, j'ai voulu mettre en pratique l'idée que les classes sociales défavorisées peuvent être acteur de leur destin telle qu'elle est présente dans la théologie de la libération. C'était précisément le moment où Kalabaw a été créé et je m'y suis engagé. »¹⁶
- 11 Pour Watanabe, le sens de son engagement repose sur la possibilité de mettre en pratique ses convictions religieuses et, en particulier, les principes de la théologie de la libération, le tout dans une volonté de reconnaissance des responsabilités post-coloniales. Watanabe souligne dans divers écrits son souci que les Églises restent au service des plus « *démunis* » et des « *personnes exploitées* »¹⁷. Au nom de la théologie de la libération, il critique les Églises qui se coupent des questions sociales.
- 12 Selon les autres membres engagés depuis les débuts, « Le quartier de Kotobuki souligne plus que d'autres quartiers les problèmes issus des structures internationales d'exploitation et de discrimination héritées, entre autre, de l'histoire du capitalisme impérialiste, mais aussi de l'expansion économique du Japon responsable de l'immigration de travail¹⁸ » « Kotobuki est un lieu où un certain nombre de dysfonctionnements sociaux sont concentrés. Par exemple, Kotobuki fait face aux problèmes du travail journalier et des sans domicile fixe, aux problèmes post-

coloniaux, d'alcoolisme, de drogue, de handicaps »¹⁹ ; Kotobuki est considéré comme un espace où la question des travailleurs étrangers peut être mise en perspective avec diverses autres questions sociales.

- 13 Parti de ce constat, Kalabaw est très critique envers les grands syndicats japonais qui refusent leur soutien aux travailleurs étrangers en raison de l'illégalité de leur séjour²⁰. Les fondateurs de Kalabaw n'ont pas voulu se limiter à chercher des solutions individuelles aux problèmes rencontrés par ces travailleurs, mais souhaitent promouvoir la solidarité entre travailleurs dans l'espoir de changer les structures²¹ plutôt que de rester dans une relation d'aidant à aidé²².

La construction et le maintien de l'identité collective de Kalabaw

- 14 Nous pouvons distinguer trois catégories parmi les membres de Kalabaw. Premièrement, le « noyau dur », ceux qui participent régulièrement au conseil d'administration (CA) et aux assemblées générales²³ (20 personnes au début, leur nombre, tombé à 10 puis à 4 personnes aujourd'hui²⁴), beaucoup d'entre eux sont intéressés par les permanences et impliqués dans d'autres groupes de soutien aux habitants de Kotobuki. Deuxièmement, les membres actifs, peu intéressés par les réunions, qui sont en majorité chargés des échanges culturels (cours de japonais, sorties collectives, etc.). Leur nombre tournait le plus souvent autour d'une vingtaine, ils sont 6 aujourd'hui. Enfin, les membres qui soutiennent financièrement le groupe en cotisant à hauteur de 40 euros environs par an (aujourd'hui) s'impliquent rarement dans les activités (environ 200 personnes aujourd'hui). Kalabaw a toujours insisté sur la possibilité pour chacun d'exprimer son point de vue et a soutenu la démocratie directe²⁵.
- 15 Malgré le désir de tous les membres de partager l'identité collective de Kalabaw, cette identité a principalement été élaborée et entretenue par un nombre limité de membres du noyau dur. Pour ces derniers, la plupart issus des milieux religieux ou syndicalistes, l'identité collective entre en résonance avec leurs croyances et leurs idéologies. Elle leur permet, en outre, de mettre à profit leurs connaissances préalablement acquises dans d'autres activités de soutien aux habitants de Kotobuki.
- 16 Cette identité collective est basée sur la création d'un contre-espace public proposant un discours alternatif à celui du Bureau d'immigration. À travers son engagement dans différentes activités soutenant les habitants de Kotobuki, pour la plupart des travailleurs journaliers, Kalabaw insiste sur la nécessité de penser la catégorie des « travailleurs », au-delà des frontières, et critique le discours dominant élaboré par le Bureau d'immigration, qui distingue « travailleurs étrangers en situation régulière », « travailleurs étrangers en situation irrégulière » et « travailleurs nationaux ». La confrontation entre ces deux discours apparaît clairement lors des négociations avec les administrations, mais aussi parfois dans la confrontation avec l'opinion publique xénophobe.
- 17 Le contre-discours fondé sur la catégorie des travailleurs fait l'objet d'un argumentaire sur les « similitudes » existantes entre les problèmes de travailleurs japonais à Kotobuki et ceux des travailleurs étrangers en situation irrégulière²⁶. De façon récurrente, Kalabaw a souligné dans ses discours trois niveaux de similitudes : la « proximité spatiale », travailleurs japonais et étrangers sont tous habitants de Kotobuki ; la « similitude des conditions d'emploi », tous sont travailleurs journaliers

sur les mêmes lieux de travail ; la « similitude de position structurelle », tous sont des travailleurs non qualifiés exploités en bas de l'échelle dans un système capitaliste²⁷.

Kalabaw : une initiative pionnière de soutien aux travailleurs étrangers 1987-1997

- 18 À partir de 1987, la présence d'étrangers travaillant dans l'illégalité est devenue visible²⁸. Leur présence est considérée par le gouvernement comme négative pour la sécurité de l'emploi des nationaux. Le Plan de contrôle des mouvements migratoires de 1992 du ministère de la Justice (*nen shutsunyû koku kanri kihon keikaku*) a nié toute possibilité de recours à une amnistie et a confirmé la volonté de renforcer les contrôles afin de faire disparaître le travail illégal. Toutefois, en 1988, le ministère du Travail a confirmé le fait que l'article 3 de la Loi fondamentale relative au travail assure les mêmes droits à tout travailleur, quel que soit son statut de résidence. Ainsi, les fonctionnaires de l'Inspection du travail peuvent privilégier la protection du travailleur et peuvent se soustraire à leur obligation de rapporter les situations de séjour illégal observées.
- 19 Malgré une volonté de contrôle bien affichée, le gouvernement a fermé les yeux sur la présence des étrangers en situation irrégulière. Ainsi, à Kotobuki, le nombre de travailleurs étrangers en situation irrégulière continue d'augmenter et, entre 1991 et 1994, le nombre d'étrangers a atteint 1 000 personnes, pour retomber au-dessous de 500 en 1996. À la fin des années 1980, les Philippins étaient les plus nombreux, remplacés au cours des années 1990 par les Coréens²⁹. À cette époque, surtout au début, il semblait que ces étrangers partageaient l'espace, l'emploi et la position structurelle.
- 20 Dès la création de Kalabaw, les permanences juridiques furent intensément fréquentées. Plus d'une centaine d'entretiens étaient réalisés sur place chaque année (auxquels s'ajoutaient de très nombreux entretiens par téléphone) concernant avant tout des questions de droit du travail, mais aussi de la vie privée, tels la régularisation du séjour, la toxicomanie ou encore le divorce (qui peut entraîner une perte de permis de résidence pour le conjoint étranger)³⁰. Kalabaw étant une initiative pionnière à cette époque, son soutien aux étrangers ne s'est pas limité à Yokohama et ses environs, mais des demandes venaient souvent de l'ensemble de la région de Tokyo, voire des départements d'Ibaraki et Fukushima. Afin d'y répondre, Kalabaw a très vite créé un réseau avec d'autres groupes de soutien aux étrangers³¹ qui a conduit à l'établissement en 1997 de *Solidarity Network with Migrants Workers in Japan*. Par ailleurs, Kalabaw a aussi tissé des liens à l'étranger et pris, par exemple, contact avec des syndicats de travailleurs philippins.
- 21 Le travail de communication a aussi été intense dès les débuts. En 1990, un ouvrage qui récapitulait les actions menées par Kalabaw fut publié sous le titre *Nakama janaika, gaikokujin rôdôsha* (*Travailleurs étrangers, tous solidaires*, Tokyo, Akashi) et fut vendu à environs 8 000 exemplaires. En outre, depuis la création de Kalabaw, un bulletin était rédigé pour les membres. Enfin, avec l'aide de Kalabaw, pour la première fois au Japon, le 16 mai 1990, Shahab Ahmed, un Pakistanais en situation irrégulière prend la parole en public pour s'opposer au discours officiel et tient une conférence de presse en insistant sur la façon injuste avec laquelle les travailleurs sont rejetés dans l'illégalité au Japon : « *Au regard des déclarations internationales sur les droits de l'homme, on ne peut pas considérer que j'ai outrepassé la loi*³² ». Le travail de plaidoyer dépasse les frontières nationales. En 1990, Kalabaw coopère à une enquête menée par le Conseil œcuménique

des Églises. En 1991, il dépose une demande auprès de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

- 22 L'initiative que représentait Kalabaw a attiré l'attention des médias. Ceci a aidé à rassembler de nouveaux bénévoles, ainsi qu'à collecter des dons (en 1991, ils constituaient plus de 60 % des recettes³³). Ces ressources ont permis d'employer des salariés, surtout pour assurer les permanences en thaïlandais et en anglais. Les bénévoles ont développé des événements d'échanges culturels (comme des cours de japonais ainsi que des excursions)³⁴. Les étrangers qui approchent Kalabaw sont de plus en plus souvent en situation régulière, et, eux aussi, se montraient davantage intéressés par les cours de langues et les opportunités d'échanges culturels internationaux que par la mobilisation en faveur des droits des travailleurs étrangers.
- 23 Pendant cette période, le contre-discours mis en pratique au sein des permanences juridiques pour les travailleurs visait la Loi sur l'immigration et son impact en termes de catégorisation des travailleurs tendant à exclure ceux en situation irrégulière et à contribuer à leur exploitation.
- 24 La forte homogénéité entre les membres du noyau dur, qui étaient aussi engagés dans les autres activités de soutien aux autres habitants de Kotobuki, a permis de maintenir cette identité collective antagoniste au discours dominant. Mais Kalabaw cherche à obtenir une large reconnaissance sociale afin d'avoir un impact politique et, pour cela, apprécie de voir augmenter le nombre de membres actifs même si ces derniers ne partagent pas toujours le discours mobilisateur.

Antagonismes croissants au sein de Kalabaw et transformation du contexte social 1997-

- 25 Dans les années 1990, la situation des sans-papiers a connu d'importantes évolutions³⁵. Les régularisations (obtention d'une autorisation spéciale de résidence) ont augmenté. À l'inverse, à partir de 2001, le discours criminalisant les personnes en situation irrégulière s'est radicalisé (voir, par exemple, le Livre blanc du Bureau d'immigration de 2004 qui présente les sans-papiers comme un vivier à disposition du crime organisé³⁶).
- 26 Par ailleurs, au cours des années 1990, les structures de soutien aux étrangers se développent. Les syndicats indépendants comme Kanagawa City Union, prennent activement en charge le soutien pratique aux travailleurs étrangers dans leurs permanences³⁷.
- 27 En 1997, les différents réseaux associatifs ont officiellement formé Solidarity Network with Migrants Workers in Japan ; le réseau SMJ est officiellement créé et ce réseau commence à diffuser des informations au niveau national. Il multiplie aussi les appels au monde politique et s'engage dans des négociations avec les différents ministères et administrations³⁸.
- 28 La situation au sein de Kotobuki se transforme également. Après l'éclatement de la bulle économique, le nombre d'étrangers à Kotobuki fond rapidement. Ils étaient 421 pour 6 401 habitants en 1997, ils ne sont plus que 41 pour 6 510 habitants en 2011 pour la plupart des Coréens³⁹. La population de Kotobuki tend à vieillir (66 % des habitants ont plus de 60 ans en 2011) et 80 % environ d'entre eux vivent de minima sociaux (*seikatsu hogo*)⁴⁰. Ainsi, travailleurs étrangers en situation irrégulière et habitants japonais, autrefois travailleurs journaliers et aujourd'hui souvent bénéficiaires des minima sociaux, ne partagent plus le même espace, ni les mêmes emplois. Enfin, en

termes de position dans la structure sociale, ils ne sont plus exploités en tant que travailleurs non-qualifiés mais gardent en commun d'être exclus des lieux de travail (le cas des Japonais « vieillissants ») ainsi que de divers systèmes de protection sociale (le cas des étrangers en situation irrégulière). Les habitants japonais tendent à être exclus du monde du travail à cause de leur âge, alors que les étrangers en situation irrégulière exclus des divers systèmes de protection sociale se tournent vers d'autres formes d'emploi toujours avec des conditions de travail difficiles.

- 29 Dans ce contexte, plusieurs éléments ont amené Kalabaw à la crise. Tout d'abord, des syndicats indépendants, tel Kanagawa City Union, deviennent très compétents et reconnus dans ce domaine. Au même moment, la mobilisation pour la défense des droits des étrangers s'organise au niveau national, en particulier au sein de *Solidarity Network with Migrants Workers in Japan* pour lequel le pasteur et les autres membres du CA sont actifs⁴¹. Ils sont ainsi beaucoup moins présents dans Kalabaw. Au même moment, des syndicats indépendants, tel Kanagawa City Union, deviennent très compétents et reconnus dans ce domaine. Enfin, la plupart des nouveaux membres ne s'impliquent pas dans les autres activités du quartier, ne s'intéressent pas aux questions des travailleurs les plus défavorisés et souhaitaient avant tout participer à des activités d'échanges culturels⁴². Ils ont tendance à se tenir à distance des permanences qui exigent de bien connaître le droit du travail et d'être capable d'entrer en négociation, voire en confrontation avec les employeurs. Un clivage entre les membres de Kalabaw s'est ainsi installé⁴³.
- 30 En février 1997, Kalabaw s'est vu décerner le Prix des droits de l'homme de l'association des avocats de Yokohama pour ses activités. Toutefois, dans le jury se trouve une personnalité qui avait fait une déclaration polémique sur les femmes de réconfort au cours d'une conférence tenue par la ville de Yokohama⁴⁴. Pour les représentants de Kalabaw, ce type de discours participe de la négation des responsabilités japonaises pendant la colonisation et alimente la xénophobie. En signe de réprobation, Kalabaw a refusé ce prix⁴⁵. Pour les membres du noyau dur, ce refus paraissait tout à fait évident, mais ils furent critiqués par les membres actifs plus récents parce que ces derniers n'avaient pas été consultés⁴⁶. Les membres plus anciens, surtout les syndicalistes, de leur côté, saisirent l'occasion pour exprimer plus clairement leur désaccord quant au désintérêt des premiers pour l'identité collective de Kalabaw. Selon les termes d'un des membres actuels, syndicaliste salarié d'une petite usine, c'est « *la révolte [des nouveaux membres] qui a détruit Kalabaw*⁴⁷ ».

Des clivages politiques à la diminution de l'action sur le terrain

- 31 Cet événement a fait émerger les dissensions⁴⁸. Kalabaw a consacré presque un an de ses bulletins pour trouver un accord⁴⁹. Pour démocratiser encore l'organisation, la position de la présidence a été abolie. Mais les oppositions frontales ont entraîné des départs dans les deux camps alors que le groupe fêtait son dixième anniversaire. Kalabaw a manqué de personnel pour les activités d'échanges culturels et la capacité de prise en charge des travailleurs au sein des permanences s'est encore dégradée⁵⁰. En outre, les groupes de soutien se sont multipliés au Japon et il est devenu plus difficile de collecter des dons. Les recettes qui s'élevaient un temps à six millions de yens (environ 50 000 euros) ont chuté de deux tiers⁵¹.
- 32 Ainsi, le nombre de personnes venant aux permanences a beaucoup diminué. Notons en particulier que Kalabaw a plus de mal à toucher les Coréens⁵². Si, en 1997, il avait suivi

environ 100 cas, en 2000 il n'y en avait plus que 46 et en 2010, seulement 32. De plus, la plupart des demandes ne concerne plus les questions du travail mais des problèmes de la vie quotidienne (plus de 80 % des cas) pour des étrangers ne vivant pas dans Kotobuki.

- 33 Avec le départ de certains de ses membres, Kalabaw a reconfirmé la priorité donnée aux permanences ainsi que son ancrage territorial dans Kotobuki, sans rechercher forcément une large reconnaissance sociale. Face à la diminution drastique du nombre de cas traités, en particulier sur les questions du travail, Kalabaw essaie de mettre en valeur son appartenance aux mouvements de citoyens⁵³ pour se différencier des syndicats (qui eux demandent une cotisation aux personnes qu'ils défendent)⁵⁴, en soulignant de plus en plus souvent la nécessaire solidarité entre « citoyens » plutôt que seulement entre « travailleurs ». Ainsi, le sens de leur action est de rendre compréhensible les structures d'exploitation et de discrimination transfrontalières vécues localement dans la vie quotidienne des citoyens et de se solidariser pour combattre cette situation. Kalabaw semble insister sur l'aspect de socialisation politique de ses membres ainsi que des étrangers qui les contactent, au-delà de la capacité de résolution de conflits liés au travail dans ses permanences.
- 34 Ceci permet à Kalabaw de légitimer son engagement non plus seulement auprès des travailleurs exploités, mais de façon plus large auprès des étrangers exclus, comme par exemple des demandeurs d'asile ou des enfants mal scolarisés. Ainsi, en 2011, avec des étudiants bénévoles, des activités de soutien scolaire pour des enfants thaïlandais vivant dans un autre quartier de Yokohama ont été engagées. Kalabaw soutient donc des activités hors du quartier exceptionnellement étant donné qu'avec « *la sédentarisation des étrangers, la reproduction de la pauvreté pour les enfants scolarisés au Japon est à craindre*⁵⁵ ». Ce qui pourrait changer son identité collective fondée sur l'ancrage territorial⁵⁶.
- 35 Ce contre-discours ne s'oppose plus seulement au discours dominant catégorisant différents statuts de travailleurs mais aussi au discours discriminant les personnes selon leur statut de séjour. Les nouvelles activités, tel le soutien aux demandeurs d'asile ou aux enfants d'origine étrangère, incitent les bénévoles à s'intéresser aux difficultés engendrées par des statuts de résidence instables, voire l'absence de permis de résidence, et donc les incitent à partager un discours en opposition au discours dominant. Il s'agit de traiter des situations difficiles, ce qui est trop lourd pour des bénévoles simplement intéressés par les échanges culturels. Cette identité collective basée sur la solidarité entre citoyens reste difficile à partager avec un grand nombre de personnes et Kalabaw attire peu de nouveaux bénévoles japonais. De même, les étrangers venant aux permanences, cherchent des solutions à des problèmes urgents et s'engagent difficilement dans la dimension solidaire du mouvement⁵⁷, d'autant plus qu'ils habitent souvent loin de Kotobuki : « *Si je suis venue à Kalabaw, c'est en dernier ressort. Alors que je n'habite pas près d'ici*⁵⁸. » Pour ces étrangers, il est difficile de participer à Kalabaw, même après la résolution ou non de leurs cas. Les étrangers fréquentant les cours de japonais ont également du mal à partager l'identité d'un groupe qui se voudrait un partenaire des opprimés dans le cadre d'une solidarité internationale. Dans la plupart des cas, ils ont un statut stable et viennent au cours « *pour rencontrer des Japonais* »⁵⁹.

Conclusion

- 36 L'identité collective de Kalabaw, basée sur la solidarité internationale entre les travailleurs, était fondée sur son ancrage territorial dans Kotobuki, ce qui lui a permis d'être une des toutes premières associations à s'être saisie de la question des travailleurs étrangers en situation irrégulière. Cette identité collective fut très mobilisatrice à l'époque où les travailleurs japonais et étrangers partageaient les mêmes lieux de vie, de travail, les mêmes conditions d'emploi. Avec la disparition de ces points communs, l'identité collective est plutôt devenue un frein à la dynamisation des activités.
- 37 Par la suite, cette identité collective a été contestée par les nouveaux membres qui s'intéressaient surtout aux échanges culturels et ne cherchaient pas à critiquer le discours officiel dominant. Malgré tout, le noyau dur de Kalabaw a maintenu son discours antagoniste en soulignant son appartenance aux mouvements des citoyens, donc en soulignant l'importance de l'approche solidaire de ses activités, toujours dans une perspective internationale. Kalabaw continue de lier les problèmes des résidents de Kotobuki à ceux des étrangers en difficulté en s'intéressant à la problématique de l'exclusion sociale. Dans le contexte actuel du Japon où le nombre de personnes touchant des minima sociaux augmente rapidement (plus de 2 millions de personnes en 2012, deux fois plus qu'en 1987⁶⁰) et où la xénophobie devient plus visible, l'identité collective de Kalabaw basée sur le rôle de la solidarité pour lutter contre les structures productrices d'exclusion, pour les Japonais comme pour les étrangers, représente toujours une force de contestation. Toutefois, si le combat contre l'exploitation pouvait fonder la solidarité sur le partage concret de lieux et de conditions de travail, dans le cas du combat contre l'exclusion sociale, il devient plus difficile de trouver un terrain commun pouvant servir de base à la solidarité.

NOTES

1. Le nombre de personnes en séjour irrégulier aurait atteint un maximum en 1993, 300 000 environ. En 2011, ils étaient autour de 78 000, majoritairement des Coréens, Chinois, Philippins, et Thaïlandais. Voir le livre blanc du ministère de la Justice : *2011 Immigration Control* (en ligne) : http://www.moj.go.jp/nyuukokukanri/kouhou/nyukan_nyukan42.html
2. Eriko Suzuki, *Nihon ni hataraku hiseiki taizaisha (Résidents en situation irrégulière au Japon)*, Tokyo, Akashi, 2009, p.185.
3. En tagalog, « Kalabaw » désigne le buffle et symbolise l'ardeur au travail.
4. Kalabaw, *Nakama janaika, gaikokujin rôdôsha*, Tokyo, Akashi, 1990. Les étrangers demandant les soutiens à Kalabaw sont pour la plupart en situation irrégulière.
5. Depuis 1997 et la crise interne à l'association, la position de président n'existe plus (voir *infra*).
6. *Kalabaw Newsletter*, n° 1, 1987.
7. Albert Melucci, *Nomads of the Present*, Philadelphia, Temple University Press, 1989, p. 34.

8. Cet article est basé sur les archives de l'association (*Kalabaw Newsletters* 1987-2012, 143 numéros et autres publications), sur des entretiens et un travail d'observation participante entre 2009 et 2012 (réunions, permanence téléphoniques, activités festives).
9. Nancy Fraser, *Justice Interruptus*, New York, Routledge, 1997, p. 81.
10. Kotobuki est un quartier relativement petit (400 m²) qui forme une enclave au centre de Yokohama. Il a été qualifié de « far west », de quartier des hors-la-loi. Une chambre de doya fait environs 6 m². Cuisine, douche et toilettes sont en général collectifs. Voir Tom Gill, *Men of Uncertainty*, State University of New York Press, 2001. Pour la vie des journaliers philippins à Kotobuki, voir Rey Ventura, *Underground in Japan*, Jonathan Cape, 1992.
11. Voir introduction du dossier (note des coordinateurs).
12. Aoki Hideo, *Genzai toshi no saikasô (Les Classes défavorisées des villes contemporaines)*, Tokyo, Akashi, 2000, pp. 73-74.
13. Yamamoto Kaoruko, « The changes in the social structure and social activism in the urban underclass area », in *Toshi Kagaku Kenkyuu*, Université Metropolitaine de Tokyo, n° 3, 2010.
14. Exceptés les *oldcomers*, presque tous les habitants étrangers à Kotobuki étaient en situation irrégulière, cf. Hideo Aoki, *Genzai toshi no saikasô (Les Classes défavorisées des villes contemporaines)*, Tokyo, Akashi, 2000, *op. cit.*, p. 70.
15. Kotobuki Fukushi Plaza, *Kotobuki Fukushi Puraza sôdانشitsu gaiyô (Rapport des permanences du centre social de Kotobuki)*, Service des affaires médicales et sociales de la ville de Yokohama, 2012, p. 68.
16. Entretien avec Watanabe, Yokohama, 16 août 2012.
17. Watanabe Hidetoshi, *Tabibito no jidai ni mukukate (Vers une ère des voyageurs)*, Shinkyô shuppansha, 2001, p. 186 et p. 192.
18. *Kalabaw Newsletter*, n° 21, 1987.
19. Entretien avec A., membre depuis 1992, ancien journalier et chrétien qui se réclame de la théologie de la libération, 27 août 2012.
20. Kalabaw, *Nakama janaika, gaikokujin rôdôsha*, *op. cit.*, p. 273.
21. *Ibid.*
22. *Kalabaw Newsletter*, n° 43, 1993.
23. Le conseil d'administration se tient une fois par semaine, l'assemblée générale se tient plus de quatre fois par an, ils sont en principe ouverts à tous.
24. Trois chrétiens et un syndicaliste.
25. *Kalabaw Newsletter*, n° 25, 1990.
26. *Ibid.*
27. *Kalabaw Newsletter*, n° 43, 1993.
28. Eriko Suzuki, *Nihon ni hataraku hiseiki taizaisha (Résidents en situation irrégulière au Japon)*, *op. cit.*, pp. 72-92.
29. Kotobuki Fukushi Plaza, *op. cit.*, p. 67.
30. *Kalabaw Newsletter*, n° 43, 1993.
31. Hélène Le Bail, « Les sans-papiers au Japon à l'heure de la politique d'immigration choisie », in *Ebisu*, n° 46, 2011, pp. 13-37.
32. Cité par Kalabaw, *Nakama janaika, gaikokujin rôdôsha*, *op. cit.*, p. 177.
33. *Kalabaw Newsletter*, n° 36, 1991.
34. Les cours de japonais (2h pour 1,5 euros) étaient destinés au départ aux étrangers en difficulté.
35. Eriko Suzuki, *Nihon ni hataraku hiseiki taizaisha (Résidents en situation irrégulière au Japon)*, *op. cit.*, pp. 93-119.
36. Voir le livre blanc : *2004 Immigration Control*, Tokyo, ministère de la Justice, 2004.
37. Torii Ippei, « Zentôitsu gaikokujin rôdôsha bunkai no ayumi to genjô » (« Histoire et situation de la branche pour les travailleurs étrangers du syndicat Zentoichi »), in Hiroshi Komai (dir.) *Imin*

wo meguru jititai no seisaku to syakai undô (Les Politiques des communes et les mouvements sociaux), Tokyo, Akashi, 2008.

38. Eriko Suzuki, *Nihon ni hataraku hiseiki taizaisha* (Résidents en situation irrégulière au Japon), op. cit., p. 214.

39. Kotobuki Fukushi Plaza, op. cit., p. 68.

40. Ibid.

41. Entretien avec Watanabe, Yokohama, 16 août 2012.

42. Kaoruko Yamamoto, *Yokohama- Kotobuki chyô to gaikokujin* (Yokohama, Kotobuki et les étrangers), Fukumura, 2008, pp. 83-86.

43. Entretien avec Watanabe, op. cit.

44. Il s'agit de Sakurai Yoshiko, connue pour ses positions nationalistes, dont la négation de la prostitution forcée pour les armées impériales en Asie. Sur la question des femmes de réconfort, voir : Christine Lévy, « Femmes de réconfort de l'armée impériale japonaise : enjeux politiques et genre de la mémoire », in *Encyclopédie en ligne des violences de masse*, [en ligne], publié le 14 mars 2012, URL : <http://www.massviolence.org/Femmes-de-reconfort-de-l-armee-imperiale-japonaise-enjeux>, ISSN 1961-9898 (note de la traductrice).

45. *Kalabaw Newsletter*, n° 69, 1997.

46. *Kalabaw Newsletter*, n° 70, 1997.

47. Entretien avec B., membre du CA et syndicaliste, 28 août 2012.

48. *Kalabaw Newsletter*, n° 76, 1998.

49. Ibid. et entretien avec Watanabe.

50. Ibid.

51. *Kalabaw Newsletter*, n° 73, 1998.

52. Si l'on regarde les chiffres des entretiens présentés dans les Newsletters depuis 1997, les cas d'entretiens avec des Coréens sont souvent nuls et ne dépassent jamais 10 % sur l'année.

53. *Kalabaw Newsletter*, n° 46, 1993.

54. *Kalabaw Newsletter*, n° 73, 1997.

55. Izumi Michiko (étudiante responsable des bénévoles), « Le soutien scolaire au sein de Kalabaw », intervention dans le cadre du séminaire de l'Institut des études internationales, Meiji Gakuin, 16 janvier 2012.

56. Note de terrain, réunion des chargés des permanences téléphoniques, 1^{er} déc. 2012.

57. Kaoruko Yamamoto, op. cit., pp. 100-104.

58. Thaïlandaise, note de terrain, fête de Kalabaw le 26 novembre 2011.

59. Chinoise, notes de terrain, fête de Kalabaw le 26 novembre 2011.

60. Ministère des Affaires sociales et du Travail, Fukushi kyôsei hôkaku rei, 2012, en ligne : <http://www.mhlw.go.jp/toukei/saikin/hw/gyousei/11/index.html>

RÉSUMÉS

Au Japon, des groupes de soutien se sont créés depuis près de trois décennies pour venir en aide aux travailleurs étrangers en situation irrégulière. À Yokohama, l'association Kalabaw œuvre dans le quartier populaire de Kotobuki à la défense des populations fragiles. Cette association fonde son action sur la solidarité entre les citoyens. Elle s'oppose au discours dominant. Au-delà

des clivages stériles entre travailleurs japonais et étrangers, l'élaboration de ce contre-discours s'avère au fil des années, de plus en plus problématique.

In Japan, support groups have been established for nearly three decades to assist foreign workers in irregular situations. In Yokohama, the Kalabaw association works in the working-class neighbourhood of Kotobuki to defend the fragile populations. And opposes the dominant discourse. Beyond the sterile cleavages between Japanese and foreign workers, the elaboration of this counter-narrative has become increasingly problematic over the years.

AUTEURS

NAMIOKA SHINTARO

Shintaro Namioka, Professeur en sciences politiques à l'Université Meiji Gakuin de Tokyo.